

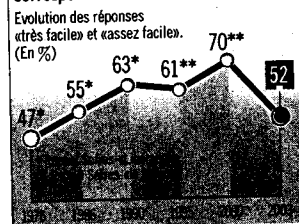
# La confiance dans la valeur des diplômes universitaires

# L'inquiétude au programme

## Un tiers d'entre eux a une mauvaise opinion de Luc Ferry,

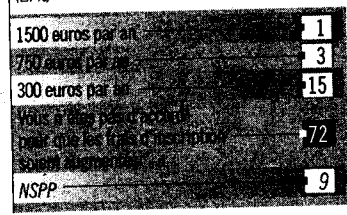
### Facilité à trouver un emploi

Pensez-vous qu'avec le diplôme que vous visez en fin d'études, il vous serait très facile, assez facile, assez difficile ou très difficile de trouver un emploi correspondant à votre formation?



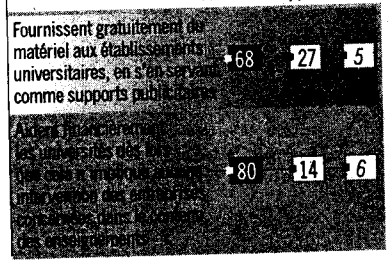
### Augmenter les frais d'inscription

Si cela permettait de financer une augmentation du montant des bourses et du nombre d'étudiants aidés, seriez-vous d'accord pour que les frais d'inscription hors mutuelle soient portés à :



### Subventionner les universités par les entreprises privées

Seriez-vous favorable ou opposé à ce que des entreprises privées, afin de promouvoir leur image :



### L'opinion sur Luc Ferry

Quelle opinion avez-vous de Luc Ferry en tant que ministre de l'Éducation nationale?



«meilleurs» diplômés que certaines homologues en région. De ce point de vue, le projet de loi que Luc Ferry doit présenter en juin ou juillet sur l'autonomie des universités pourrait bien révéler les étudiants. Non pas à cause d'une remise en cause des diplômes nationaux (qui n'est pas prévue). Mais parce que l'autonomie, symboliquement autant que pratiquement, implique la mise en concurrence des établissements. Le résultat est le même que pour la sélection, comme le montre l'essai que viennent de publier Jean-Hervé Lorenzi et Jean-Jacques Payan (l'Université maltraitée, Plon): la concurrence se joue sur des critères d'autant plus obscurs et inégalitaires...

«il ne semble pas s'agir ici d'un réflexe «égoïste» mais plutôt d'un choix de société». Les étudiants bénéficiant déjà d'une bourse sont plus nombreux que leurs camarades non bénéficiaires à rejeter l'idée d'une augmentation dont ils seraient pourtant les premiers bénéficiaires.

**D'accord pour que des entreprises privées contribuent à financer les études?** Oui. Alors que les campagnes contre la «marchandisation» de l'Université font florès sur les campus et que les étudiants fournissent de plus en plus de troupes aux mouvements altermondialistes. Cela, bien sûr, à condition que des «dérives à l'américaine» ne se multiplient pas (interférence sur les choix et les contenus éducatifs). Cette position est même devenue consensuelle: si les «littéraires» (62 %) et les sympathisants de gauche (64 %) sont moins enthousiastes que leurs camarades de droite (70 %).

Les étudiants sont une majorité à appeler de leurs vœux des passerelles entre les entreprises et le monde de l'université.

«économistes» (78 %) ou «juristes» (75 %), ils sont tout de même une majorité absolue à appeler de leurs vœux de telles passerelles entre les entreprises et le monde de l'Université.

**Intéressés par les élections universitaires?**

Non. Le rôle joué par les syndicats étudiants est jugé «assez positif» à 49 %. Mais il est surtout largement méconnu: près d'un étudiant sur trois ne se prononce pas sur cette question, et, parmi ceux qui se «risquent» à un jugement, la perception «molle et floue» l'emporte franchement sur le jugement tranché (49 % de «assez positif» contre 7 % de «très positif» et 12 % de «assez négatif» contre 2 % de «très négatif»).

**Confiants en Luc Ferry, leur ministre de la Jeunesse et de l'Éducation nationale?**

Ni oui, ni non. Surtout, un «gros tiers» (36 %) d'indécis ne se prononce pas, soit qu'ils ne puissent formuler de jugement sur l'action du ministre, soit, plus trivialement, qu'ils ne la connaissent même pas. ●

**L'**université change. Le sait-elle? Depuis 1995, aucun mouvement significatif n'a embrassé les campus, comme si les étudiants étaient devenus étrangers à eux-mêmes. L'actualité n'aide pas. L'harmonisation européenne des diplômes - le LMD (licence-maîtrise-doctorat) - constitue sans doute une des réformes les plus importantes depuis la loi Faure (1968), mais elle demeure trop technique pour susciter enthousiasme ou rejet («Libération» du 31 janvier). Les petits arrangements avec le réel et la langue de bois entravent tout débat public lisible par l'opinion («Libération» du 5 mars). Et ça va continuer: Luc Ferry, le ministre de l'Éducation nationale, s'appête à annoncer des modifications législatives au début de l'été. Elles devraient notamment porter sur l'autonomie des universités. Les étudiants réagiront-ils à ces évolutions? Que signifie l'atonie du milieu? Les étudiants se définissent-ils aujourd'hui hors du cadre universitaire? C'est l'enjeu de l'enquête menée par «Libération». Elle s'appuie notamment sur un sondage exclusif BVA-«Libération». Il confirme que la perception des mondes syndical et politique est «molle et floue», selon les termes de Gaël Sliman, directeur adjoint de BVA Opinion. Pour autant, il s'agit plus d'une «indifférence bienveillante» que d'une réelle rupture. Le sommeil des campus pourrait être trompeur.

**F**lippés, les étudiants. Comme rarement depuis vingt-cinq ans. C'est ce que révèle notre sondage réalisé par l'Institut BVA (1). Alors que la confiance des étudiants dans leur capacité à trouver un métier correspondant à leur formation progressait quasiment sans pause depuis 1976, la chute est rude: 70 % en 2000; 52 % en 2003. Pis, l'inquiétude progresse à mesure qu'on approche la date d'entrée dans la vie professionnelle. Autre discriminant: 59 % de enfants de cadres supérieurs et professions libérales sont confiants pour leur avenir, seulement 37 % des enfants de «professions intermédiaires». Que ces chiffres signalent une crainte face au contexte économique ou un doute né des errements du système universitaire (ou les deux) n'y change rien: l'avenir est nimbé d'inquiétude. Le reste en découle.

Et éclaire les paradoxes apparents de cette étude. **Pour ou contre la sélection?** Moitié-moitié, comme en 1990. Alors qu'entre-temps les bacheliers se sont mis à boudier les premiers cycles universitaires (qui perdent 15 % de leurs effectifs entre 1995 et 2000); que les filières courtes sélectives et les grandes écoles ont accentué leur essor; que les filières professionnalisées pratiquent toutes une sélection plus ou moins rude. **D'accord pour renoncer aux diplômes nationaux pour des diplômes spécifiques correspondant à la «valeur» de chaque université?** Non, à 77 %. La notion de diplôme national relève largement du mythe: les conditions de validation d'un diplôme font la part belle aux relations privilégiées des universitaires avec leur tutelle, et la valeur d'une formation n'est quasiment jamais interrogée une fois que l'accréditation a été

accordée. Les étudiants - et les enseignants - ont entériné cet état de fait depuis belle lurette, ce qui explique entre autres l'engorgement des universités parisiennes, réputées offrir de

## Près de 1,3 million d'inscrits à l'université

Sur 1 700 000 étudiants, 1 274 000 sont inscrits à l'université (hors IUT préparés, etc.) selon le ministère de l'Éducation nationale. Dont 228 000 bacheliers de juin 2002, soit une diminution de 0,9 % des entrées par rapport à l'année dernière. Cette tendance à la baisse est constante depuis 1996. Les lettres, sciences humaines et sociales attirent 471 900 étudiants, loin devant les sciences (273 500) et le droit (172 200). L'économie (169 200) est la même (142 600). Le taux de réussite au Dug en deux ans est en moyenne de 40 %. Il monte à 70 % en trois ans. Les facteurs de réussite à l'université sont le décalage exact des facteurs de réussite au collège ou au lycée, ne pas avoir redoublé, être issu d'un milieu plus favorisé, avoir passé un bac général plutôt que technologique ou professionnel... Enfin, près de 500 000 étudiants bénéficient d'une aide financière, essentiellement sous forme de bourse sur critères sociaux (de 1278 à 3456 euros par an).

(1) Enquête réalisée par l'Institut BVA du 10 au 15 mars 2003 auprès d'un échantillon représentatif (méthode des quotas) de 600 étudiants en université.

est en chute, révèle le sondage BVA-«Libération»

## des étudiants français

un autre tiers est indécis sur l'action du ministre.

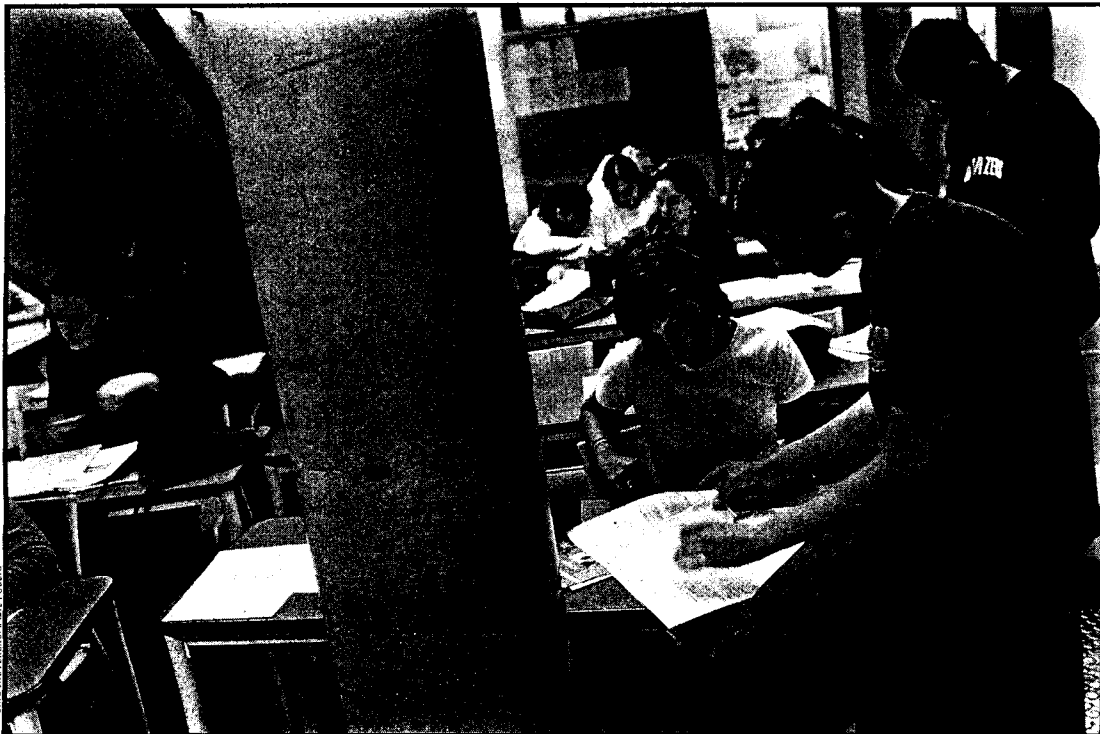
EDITORIAL

par JEAN-MICHEL HELVIG

## Carences

Quand les parents prennent froid, les étudiants toussent: il n'y a aucune raison que l'incertitude sociale retrouvée des aînés ne se traduise pas par le pessimisme de ceux qui attendent d'entrer dans la carrière. Mais l'étudiant d'aujourd'hui est moins convaincu que ses devanciers de bénéficier d'une chance plus grande de passer au travers des difficultés économiques du fait de ses diplômes. C'est ce que montre le sondage que nous publions ci-contre où ce constat vaut miroir grossissant – et aggravé – des carences du système universitaire comme filière de formation. Bien sûr, il ne s'agit que d'une tendance moyenne car il vaut mieux être riche, polytechnicien et en bonne santé que pauvre, littéraire et malade. A cet égard, le sentiment d'une inégalité sociale qui se creuse bien avant l'entrée dans le supérieur reste dominant comme en témoigne le refus majoritaire, du moins au plan des principes, de l'augmentation des droits d'inscription et de la sélection à l'entrée de l'université. Mais cette attitude critique ne nourrit pas pour autant un mouvement de fond visant à changer le système. Lucide, l'étudiant de maintenant sait que l'Université n'est pas un monde à part mais participe de la société entière avec ses imperfections et ses avantages. «Citoyen avant tout»:

l'étudiant s'inscrit dans le monde environnant plus que naguère, ou en tout cas plus concrètement. Celui qui finance ses études, dont l'indépendance côtoie dans les petits boulots précaires celui qui, sans diplôme, galère pour survivre. L'envers de la génération McDo... Logiquement, l'engagement des étudiants est moins fréquemment syndical que global, même si l'alternodualiste ne dédaigne pas de revendiquer aussi «des gommages et des crayons», ni d'accepter l'aide des entreprises privées à un fonctionnement universitaire victime de l'avarice publique. Etre étudiant de nos jours est moins un statut qu'un état, comme si s'inventait là une adaptation à la perspective inévitable d'une vie salariale – que l'on nous promet de plus en plus étreinte question retraite –, mais dont on sait qu'elle se composera jusqu'au bout de temps de formations réussies. Autant profiter du mieux qu'on peut de la période qui a encore le goût de la jeunesse.



Inscriptions à la fac de Jussieu (Paris). Pour certains étudiants, l'université joue le rôle de sas d'entrée dans la vie adulte autonome.

Paroles d'étudiants qui exigent du temps, de l'encadrement et des conseils:

## «L'enseignement est trop rigide»

«Je me sens complètement paumée en ce qui concerne le futur.» Emily est en première année de lettres modernes à Paris III. Comme Caroline, elle rêve de faire du théâtre. Mais ni l'une ni l'autre ne comptent «trop sur les études pour trouver un travail. L'important, disent-elles, c'est d'accumuler plein d'expériences avant d'arriver devant un employeur». Nacho, étudiant espagnol entré à Sciences-po cette année sait, lui, pour qui il aimerait travailler: l'Union européenne. Mais à quel poste, quelle fonction? Il n'en a pas la moindre idée. «En général, un étudiant n'a pas une idée très claire de ce qu'il veut faire. Et puis on vieillit, on fait des gosses et ça c'est déterminant: on est obligé de trouver un vrai boulot.» Comme nombre d'étudiants des premier et second cycles, ils expriment des désirs flous. Pour ces étudiants, réunis via le réseau Anima Fac et la Maison des initiatives étudiantes, l'université joue le rôle de sas d'entrée dans la vie adulte autonome, un espace-temps élastique qui, malgré ses défauts, offre à chacun la liberté de se chercher, de se comprendre.

**Bifurquer.** «On nous demande de nous orienter trop tôt, c'est pour ça qu'il y a tellement de changements d'orientation en fin de la première année de Deug», estime Maeva, en première année de droit et bien déci-

dée à bifurquer en ethno-socio l'an prochain. «J'avais toujours rêvé de faire du droit, explique-t-elle, mais, en fait, ça ne me correspond pas du tout. L'enseignement est trop rigide et les gens très coincés.» Assis en face d'elle, autour d'un café, Benjamin acquiesce: il était en médecine l'année dernière, «avec un prof tellement loin dans l'amphi que je le voyais tout petit. Moi, j'ai besoin que l'enseignement soit à la hauteur, sinon je m'ennuie». Il s'est inscrit en Deust «animation pédagogique», 30 élèves par promotion, «ça n'a rien à voir». Mais il a une grosse envie d'aller faire un tour au Canada, où il y a «des idées originales à piocher en matière de pédagogie». Emily aussi voulait voir du pays. Après le bac, elle est partie au Brésil. «C'est bien de pouvoir prendre une année sabbatique, pour réfléchir, rencontrer d'autres gens.» L'absence totale de cadre fait peur à certains: «J'ai une copine qui a décroché après le bac en se disant qu'elle reprendrait ses études plus tard, raconte Maeva. En fait, elle n'a jamais réussi à s'y remettre. Aujourd'hui, elle prend des ecstas et travaille de nuit!» Mais, perdre une année est une option à envisager sérieusement: «C'est pas bête, c'est pas un échec, au contraire c'est bon», dit Maeva, qui a deux ans de

retard. Pour Joanna, en maîtrise de cinéma à Paris III, la fac est avant tout «un lieu d'accueil la première année». Mais pourquoi pas? «Le lycée, c'est déjà tellement carré! Il faut laisser les gens faire des expériences!»

**Entretien.** La pire formule serait d'instaurer des concours d'entrée ou d'exiger une mention au bac. Sélectionner «juste le dossier scolaire, ce n'est pas envisageable», dit Joanna. En revanche, se soumettre à un entretien, pourquoi pas? «Au moins, on pourrait parler à quelqu'un.» Benjamin est d'accord: «Un entretien, ça reviendrait à une autosélection. Ce n'est pas l'autre qui te fermerait la porte mais toi-même qui te rendrais compte à la fin de l'entretien que cette filière-là n'est pas pour toi.» Question d'atomes crochus, en fait. «On n'est pas assez informés avant de s'engager», ajoute-t-il. «Ceux qui font du cinéma à la fac et qui passent deux ans sans toucher une caméra, est-ce qu'on les a prévenus au moins que ce serait comme ça?» Très peu ont consulté un conseiller d'orientation. Sophie ouvre des yeux ronds quand on lui assure qu'il y en a un dans sa fac. «Les conseillers d'orientation ne savent rien! Ils ne sont d'aucun secours!», s'énervait Laurent, qui veut devenir prof. Au moins, lui, a-t-il une petite idée de ce qu'il veut faire après ses études ●

Recueilli par EMMANUEL DAVIDENKOFF

et MARIE-JOELLE GROS